



## DECLARATION LIMINAIRE

**Venue DC SIAé 16/07/19**

Monsieur le directeur,

Mesdames, messieurs,

Votre venue trimestrielle intervient au moment même de la remise du rapport « Siaé » de l'IGA L'EBRALY à la Ministre des armées. En tant que principal responsable et intéressé, vous connaissez sans aucun doute les orientations prises quant à l'avenir de vos établissements et celui de vos personnels. En effet, il semblerait que le cabinet de la ministre veuille soudainement, en cette période estivale, statuer ...même si les différents scénarios mettraient du temps à se mettre en place.

Pour autant, nous nous interrogeons sur l'objectif réel d'un énième rapport monté et rédigé depuis un bureau parisien. De mémoire, l'IGA L'EBRALY devait faire le tour des établissements du Siaé et rencontrer les organisations locales afin de mesurer l'authenticité et l'organisation de chaque terrain. Sauf erreur de notre part, nous n'avons pas été informés de sa venue sur Bordeaux.

Monsieur le directeur, beaucoup de choses se disent, se trament, se dessinent mais personne n'a le cran d'exprimer aux personnels à quelle sauce ils vont être mangés. Pourtant, vous nous avez amené sciemment dans une situation qui n'offre guère de perspectives: gel des salaires, salaires d'embauche OE en baisse, embauches massives de contractuels, démissions en augmentation, suppression de professions ouvrières, externalisation à tout va, sous-traitance etc... Dans le même acabit, il y a les revendications salariales qui sont portées par les salariés de l'AIA de Bordeaux depuis janvier. Personne n'assume. Votre rôle est de faire patienter, ou de pourrir la situation, mais à aucun moment d'apporter des réponses claires. Qui au ministère, vous compris, sera capable de dire aux personnels que le seul avenir qui leur est promis, passera par « la loi fonction publique » ? A moins que vous ayez des éléments nouveaux à nous communiquer...

Aujourd'hui, difficile de défendre du catégoriel, car nous sommes tous logés à la même enseigne : baisse de pouvoir d'achat, peu d'avancement, manque de considération. En effet, nous vivons à une époque où tout est compliqué : retard considérable du reclassement RIFSEEP notamment chez les IEF, peu de postes d'avancement de grade et de

corps, impossible d'obtenir 9 postes de HCB avec un calcul à 8,63, enveloppe budgétaire pour les AP bien en deçà. La liste est bien évidemment non exhaustive.

Finalement, lorsque l'on observe les orientations des différents chantiers ministériels, ou celles du rendez-vous salarial des agents publics, la volonté est clairement affichée : DEPENSES, PAIES et PENSIONS les plus basses possible donc rien à négocier et gel du point d'indice !!!

Donc pour conserver et embaucher des compétences, quelle sage décision orientée par vos soins avez-vous préconisée? Car le débat sur la disponibilité in fine passera indéniablement par le salaire de vos personnels. Car sans eux, il n'y aura rien.

La CGT a toujours revendiqué la réévaluation de toutes les grilles salariales, des augmentations générales, le dégel des bordereaux et du point d'indice, plus d'avancement. Des solutions pour fidéliser et pour être attractif, il en existait et existe encore. Vous en avez décidé autrement.

Pour être clair, la CGT ne tombera pas dans le piège d'un changement de statut qui serait la solution miracle aux dérogations, aux salaires, à la disponibilité et à tout ce que vous essayerez de nous faire croire : nous sommes simplement opposés à une politique du chiffre amenant à moyen ou long terme à la privatisation.

Merci de votre écoute